

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

LA DECOLONISATION C'EST L'INDEPENDANCE

Le PKLS lors de sa création en 1984 proclamait au début de son manifeste :

« Notre Patrie la Martinique est entraînée vers l'abîme
Il appartient à chacun de nous de la sauver
Ensemble agissons pour la libérer de la domination coloniale.
Ensemble forçons une Martinique nouvelle Indépendante et Socialiste. »

Ce qui était vrai hier, l'est encore davantage aujourd'hui quand le poids des années coloniales s'est alourdi.

Après plusieurs siècles de présence basée sur la violence et la tromperie, le pouvoir colonial français cherche une nouvelle forme pour maintenir sa tutelle coloniale sur notre peuple.

Le colonialisme français n'entend pas se retirer des pays qu'il domine, mais devant les luttes des travailleurs, les revendications des masses entre autres choses, et conscient de la réalité du monde et de la Caraïbe où il multiplie les appels de pied aux pays de la région pour faire accepter sa présence, il tente de réaménager son système afin de lui donner un visage moins archaïque.

Tel est le sens du projet de loi et des déclarations multiples formulées dans la dernière période par les dirigeants français et leurs acolytes.

Le manifeste disait plus loin :

La départementalisation, la régionalisation, l'autonomie maintiennent la Martinique « terre française ».

Pour une Martinique Martiniquaise, une seule solution : L'indépendance nationale.



Nous avons toujours inscrit notre action dans cette ligne et nous sommes fiers d'être restés dans la verticalité comme aimait à le rappeler notre camarade Marcel MANVILLE.

Au delà du droit, l'indépendance est une nécessité pour modifier les rapports essentiels de la société martiniquaise, briser la domination de la caste béké et mettre en œuvre une politique de développement autocentré conforme aux intérêts des masses populaires.

C'est en conformité avec cette logi-

que que nous ne sommes pas partisans de la déclaration de Basse Terre.

Elle ne pose pas la question fondamentale de la reconnaissance de notre peuple et son corollaire, l'exercice de son droit inaliénable à l'indépendance, l'accession à la souveraineté.

Certains peuvent arguer que l'on ne peut pas toujours tout avoir, certes mais ce que l'on ne doit pas faire c'est tronquer au départ l'objectif de la lutte et la lutte elle-même au nom d'un prétendu réalisme. La lutte de libération nationale n'est pas un jeu où l'on fait des « coups » mais un combat patient et obstiné. Il est présomptueux et erroné de penser qu'on peut tromper le colonialisme plutôt que le combattre. A ces jeux, on risque de perdre gros, mais surtout de faire perdre tout un peuple.

Le PKLS va continuer plus que jamais à mener le combat politique avec des perspectives claires car l'histoire a déjà montré que seul le colonialisme profite des contorsions de ceux qui sont censé le combattre.

Suite page 16

DANS DÉBAT ACTUEL, SEULE L'INTERVENTION DES MASSES SERA GARANTE D'UN CHANGEMENT QUALITATIF

La ligne de notre parti s'est toujours située dans le cadre de la lutte de libération nationale et sociale.

Autrement dit, la question sociale est au centre de notre préoccupation politique.

En tant que marxistes, nous sommes d'ailleurs pour la libération nationale car c'est l'unique moyen d'aller vers la libération sociale des travailleurs martiniquais. Il ne s'agit pas seulement d'une question de mot mais cela implique une démarche concrète tant dans le cadre de la lutte pour conquérir la liberté de la société martiniquaise que pour réaliser une société nouvelle en Martinique.

Pour employer une formule qui peut paraître compliquée, il y a à notre sens un rapport dialectique entre la question nationale et la question sociale et donc entre la lutte pour la libération de la Patrie Martinique et la lutte des travailleurs martiniquais pour contrôler la société de demain.

Nous ne gagnerons l'indépendance que par la lutte. Aucun cadeau ne sera fait par le colonialisme français sur cette question. C'est contrainte et forcée que la France « lâchera » la Martinique. Et même quand elle sera contrainte et forcée, elle fera tout pour que le régime qui apparaîtra dans une Martinique indépendante soit susceptible d'être à sa dévotion. Le combat d'aujourd'hui conditionne donc les contours de la société politique de la Martinique souveraine.

Ceci explique que nous disons que la Martinique ne pourra se libérer qu'à la condition que la majorité des martiniquais et particulièrement

la majorité des travailleurs et, des classes défavorisées dans la société coloniale actuelle sera consciente que cette libération sera à son avantage.

Cette affirmation implique beaucoup d'éléments. Entre autres, cela signifie qu'il n'y a aucune illusion à se faire. L'indépendance ne sera pas conquise par un coup de force du jour au lendemain. Cela ne pourra être que le résultat d'un travail quotidien de conscientisation des martiniquais.

D'autre part, cela signifie aussi que la lutte pour l'indépendance ne pourra pas être consensuelle mais antagonique. A savoir que jamais tout le peuple martiniquais ne pourra être pour l'indépendance car toutes les composantes de ce peuple ne trouveront pas la même chose et le même intérêt dans l'accession de notre pays à la souveraineté. En cela, notre Parti s'oppose à la conception consensuelle visant à faire croire que pour changer il faut que tous les martiniquais soient d'accord sur ce changement. De même, nous sommes aussi critiques vis à vis de certaines conceptions prétendant qu'il serait possible dès aujourd'hui de regrouper tout le monde sur des propositions de changement.

Pourquoi ?

Si on croit qu'il faille mettre tout le monde d'accord pour changer, on n'avancera jamais pour la simple et bonne raison qu'il existe des contradictions au sein du peuple martiniquais et qu'ainsi un programme consensuel mettant tout le monde d'accord est impossible à réaliser ou s'il se réalise c'est au détriment de sa fraction la plus exploitée. Croire

que le consensus est la condition de la libération est se vouer à un immobilisme total ou jouer le jeu des actuels possédants.

Ce qu'il faut faire, c'est arriver à mettre sur pied un programme permettant d'obtenir l'adhésion de la majorité de notre peuple. D'évidence, il faut en exclure les classes sociales qui aujourd'hui bénéficient de la situation coloniale et qui pour cette raison s'opposent, logiquement, à tout changement radical, préférant tout au plus des aménagements pour parfaire leur emprise sur la société. Ainsi, la caste béké ne peut se retrouver dans un programme authentique de libération nationale et sociale. La petite moyenne bourgeoisie de couleur qui vit mal la domination des békés, et qui pour cette raison pourrait soutenir un tel programme de libération nationale et sociale, est en même temps apeurée et hostile à ce que la société de demain soit trop axée sur les besoins des masses. Cette bourgeoisie de couleur, qui d'ailleurs n'a aucun fondement économique à ses prétentions, rêve ou d'un partage du gâteau avec les békés ou de les remplacer mais pas de construire une société remettant en cause la domination et l'exploitation d'une classe sur une autre.

Les gens qu'il faut regrouper sont les travailleurs, les chômeurs, les petits artisans, les petits paysans etc... Il faut donc que le programme de l'indépendance comprenne des revendications qui concernent directement ces hommes et ces femmes. Il faut qu'à leurs yeux la revendication d'indépendance ne soit pas un simple mot, un simple drapeau mais porteuse de transformations économiques et sociales totalement nou-

velles répondant à leurs intérêts. Ces revendications portent sur le contrôle des moyens de production, la réforme agraire, la démocratie authentique, la planification économique, l'option pour une société plus juste.

Voilà pourquoi on ne peut disjoindre la question nationale de la question sociale compte tenu de la lutte du peuple martiniquais contre le colonialisme français et de la lutte des classes au sein de la société martiniquaise.

Cette analyse fait que nous considérons que le débat politique essentiel ne doit pas se situer entre partis politiques, entre socio-professionnels, entre une élite supposée et le pouvoir colonial mais avant tout entre les forces patriotiques et le peuple martiniquais. Nous sommes fondamentalement opposés aux plans, projets dressés entre des politiciens ou appareils politiques.

Voici pourquoi notre parti n'a pas trouvé utile de rencontrer LISE et TAMAYA et que la déclaration de Basse Terre signée par MARIE JEANNE ne soulève pas chez nous d'enthousiasme. S'il est vrai que ces faits démontrent que le pouvoir colonial ne peut plus faire l'impasse sur la question du statut, nous croyons que les programmes, missions concoctés dans les salons ou en négociations secrètes entre supposés « grangrèk » sont nocives car il ne peut en sortir que des « statuts » bâtards où les actuelles classes possédantes et le colonialisme auront la part belle.

Il faut préciser qu'à nos yeux, l'intervention et la participation des masses ne passent aucunement et seulement par le vote. Ceci peut être un moment de cette intervention à condition d'ailleurs qu'elles se fassent dans un cadre vraiment démocratique, autrement dit sans la présence armée française

chez nous et sous contrôle international. L'intervention des masses doit avoir lieu avant tout vote et après celui-ci pour faire respecter sa volonté.

Gagner les masses à la question nationale par la question sociale, les convaincre qu'elles seules sont capables de mettre en branle l'histoire, voici la tâche véritable et essentielle.

Pour être encore plus précis, cette option politique de notre Parti explique que nous sommes critiques vis à vis de nous mêmes et des autres forces patrio-

« Politiser les masses, c'est s'acharner avec rage à faire comprendre aux masses que tout dépend d'elles »

FANON in Les damnés de la terre

tiques ou anticolonialistes dans la pratique unitaire qui a commencé depuis 1997. Si la création de l'Espace est une bonne chose car elle peut augurer de la constitution d'un front de libération nationale et donc de la mise sur pied d'un programme de l'indépendance et empêcher, ou limiter, toutes dérives politiciennes, il n'empêche que le fait de réunir autour d'une table des délégations d'organisations et qu'elles discutent n'est pas suffisant en soi.

L'unité n'aura un vrai sens qu'à compter du moment où ces organisations seront en état de se retourner vers le peuple pour débattre avec lui d'un programme de libération nationale et sociale et le convaincre de sa justesse.

Pour en arriver à cette intervention décisive des masses dans le débat politique, cela passe par le militantisme des partis patriotiques. L'idéologie coloniale, fondamentalement anti-démocrati-

que, et de manière plus générale l'idéologie capitaliste, fait que l'on apprend aux masses qu'elles n'ont rien à dire et à faire sinon déléguer à quelques professionnels de la politique le droit d'agir pour elles. Ceci engendre un fatalisme et un rejet de la politique.

Il faut combattre cette idée car elle est fondamentalement réactionnaire. Aucun événement ou changement historique n'a eu lieu dans l'histoire du Monde ou la notre sans que les masses se mettent en branle. Nous devons le rappeler sans cesse et ceci passe par la connaissance de notre histoire allant du 22 Mai 1848, Septembre 1870, Décembre 1959 ou même l'instauration des lois sociales en Martinique comme la retraite des travailleurs ou la sécurité sociale.

De même, il faut combattre l'idée, tout aussi réactionnaire, que le combat tiendrait dans les mains de quelques leaders et ceci d'autant que, l'histoire de la Martinique le démontre, chose présente dans la mémoire collective, les leaders, de Bissère à Lagrosillière en passant par Césaire, ont toujours trahi.

Dans ce débat de conscientisation pour l'intervention des masses dans le débat politique, l'apprentissage des luttes quotidiennes est important ainsi, selon nous, que le fait que des militants du mouvement de libération national utilisent des moyens illégaux car ceci ne peut qu'aiguïser les contradictions de la société actuelle.

Le PKLS considère donc que dans l'actuel débat sur le statut l'acteur principal est absent, à savoir le peuple, et que l'ambition des révolutionnaires et patriotes martiniquais ne doit pas être de se substituer aux masses pour aller jouer au jeu colonial mais plutôt de faire qu'elles s'emparent au plus vite de cette question.

L'INDEPENDANCE

POUR QUEL DEVELOPPEMENT ?

La question du développement est fréquemment au centre du débat politique car souvent le constat part du quotidien économique avec toute sa problématique dans la société, mais peut-on restreindre le débat capital sur notre présent et notre avenir au seul aspect du développement ou plus précisément au développement comme une entité économique à traiter seule, en dehors d'une contradiction principale qui est l'antagonisme entre le colonialisme français et notre peuple et d'une autre qui est l'antagonisme entre la masse des travailleurs et la caste des gros capitalistes.

En fait comme on l'a souvent fait, certains cherchent à éluder le débat de fond. Ils opposent un quelconque « concret » qu'ils ont dans leur tête à un « abstrait » qu'ils inventent et qui serait selon eux le paravent de ceux qui n'auraient pas de programme de développement, traduisez ceux qui posent le problème politique de fond à savoir la nécessaire lutte de libération nationale et d'émancipation sociale

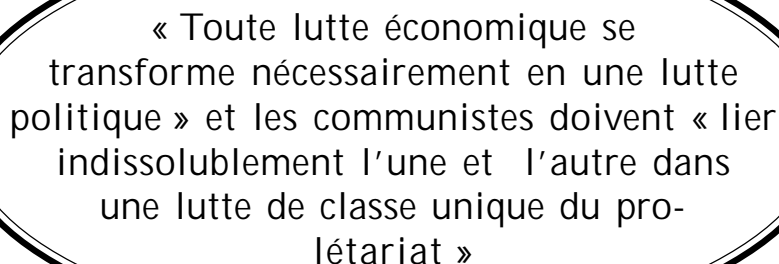
Mais cette démarche est celle de ceux qui jouaient à l'autruche ou qui cherchaient à tromper notre peuple et se sont heurtés à la vérité de la situation de décadence dans laquelle se trouve notre pays ; ils semblent avoir compris que l'on ne peut pas tromper le peuple tout le temps.

Alors sous divers habits ils se sont embarqués dans un train qu'ils pensent être le dernier avant qu'il ne soit trop tard et ils espèrent encore une fois pouvoir faire passer leurs positions en jouant d'arguties

les plus diverses.

Actuellement la discussion ne porte plus ni sur l'évidence de l'incapacité du colonialisme à résoudre les problèmes qui entravent le développement de notre pays, ni sur l'incapacité du capitalisme à apporter des réponses aux grandes questions auxquelles sont confrontées les sociétés aujourd'hui.

Après la multiplication des crises lancés contre les ravages de la globalisation et de la mondialisation, dictées et prises en mains par la petite minorité que représentent ces forces occultes que sont ces puissances transnationales qui mènent le monde sans partage, après l'échec retentissant du sommet de l'OMC à



« Toute lutte économique se transforme nécessairement en une lutte politique » et les communistes doivent « lier indissolublement l'une et l'autre dans une lutte de classe unique du prolétariat »

Seattle où se sont fait entendre des voix du monde entier qui au nom des peuples, des droits de l'homme ont crié leur volonté d'une autre société, d'un autre ordre économique et social mondial, l'obscurantisme a bien moins de chances de prévaloir encore.

Pour nous il y a une étroite liaison entre la politique et l'économie, entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Nous PKLS, considérons que l'accession à l'indépendance doit être l'affaire des masses populaires qui doivent jouer un rôle moteur, de même la question du développe-

ment doit être aussi leur affaire c'est à dire qu'il n'est pas question de confier à des technocrates sous couvert de leur qualification de leur technicité l'orientation du développement

La lutte révolutionnaire qui se développe pour la libération implique que soit analysé le caractère de classe lequel détermine un modèle de développement car le développement n'est pas neutre il porte en lui l'idéologie de ceux qui le conçoivent et le réalisent, il traduit l'expression d'une politique donnée en objectifs, méthodes et moyens.

Pour nous le développement ne consiste pas en l'alignement de chiffres de croissance ou en analyses et résultats de macroéconomie qui

font fi des êtres humains, qui font fonctionner l'économie, considérés comme appendices des moyens de production alors qu'ils sont pour nous la finalité du développement qui doit servir à la satisfaction de leurs besoins.

La logique de développement doit

être basée dans le cadre d'une structure convenue par tous, qui constitue le cadre d'évolution des forces motrices de la société, soit un pays, une nation, une patrie, un marché propre, structure sur laquelle est reconnue une autorité souveraine responsable devant les diverses composantes sociales, lesquelles ont le pouvoir d'influer sur les éléments qui interviennent dans la problématique de développement. Or aujourd'hui nous sommes dans des structures essentiellement administratives département, région, DOM, DFA, région ultrapériphérique de l'Europe. Celles-ci nous sont appli-

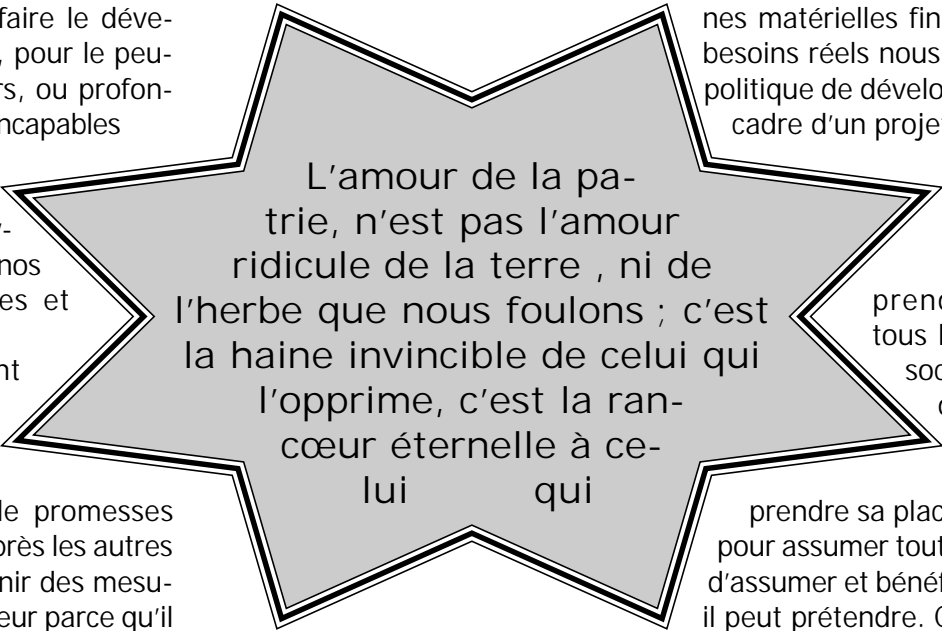
quées par le pouvoir colonial quand elles n'ont rien à voir avec notre existence en tant que communauté Caraïbe avec tout ce que cela comporte comme déresponsabilisation, aliénation, nous ne sommes pas reconnus comme telle, on nous refuse la responsabilité de nous-mêmes et ceux qui prétendent faire le développement pour nous, pour le peuple, sont, ou étrangers, ou profondément aliénés, donc incapables de se situer et de situer leur action dans une appropriation dynamique collective de nos ressources matérielles et humaines.

Le développement doit être conçu de manière globale, il ne s'agit pas d'établir un catalogue électoral de promesses non tenues les unes après les autres il ne s'agit pas de définir des mesures pour tel ou tel secteur parce qu'il peut être porteur de forte valeur ajoutée à un moment donné ou pour tel ou tel produit qui est retenu parce qu'il représente beaucoup d'emplois dans un contexte où le chômage est très important avec souvent des conséquences tragiques pour ceux qui en sont victimes et leurs proches.

Des mesures sont sans cesse annoncées à grand renfort de propagande et pourtant les secteurs susceptibles d'en bénéficier sont toujours « en crise ». De combien, de trains de mesures la banane a-t-elle bénéficié ? Combien de plans ont été élaborés pour le tourisme ? Quel développement ont connu ces 2 secteurs ? La réalité est que c'est le système socio-économique qui est en crise, c'est la société qui n'a pas les moyens d'agir de manière efficace pour des solutions qui peuvent profiter à la majorité car ce ne sont pas les masses populaires qui sont les acteurs dans les mesures prises et mises en œuvre en conformité avec les intérêts de la puissance coloniale dominante ou des puissances d'argent martiniquaises et étran-

gères.

Aujourd'hui outre les changements de la nature qui influent sensiblement sur le monde en général, on constate que l'activité humaine agit de manière manifeste sur les équilibres écologiques engendrant



L'amour de la patrie, n'est pas l'amour ridicule de la terre, ni de l'herbe que nous foulons ; c'est la haine invincible de celui qui l'opprime, c'est la ran-cœur éternelle à celui qui

des menaces dans certains domaines notamment sur la santé de l'homme.

Ce qu'il nous faut c'est protéger et préserver nos ressources naturelles qui sont au départ réduites et de plus fragiles, compte tenu de l'échelle de notre pays, contre les risques naturels et les risques industriels et technologiques.

Il est une ressource essentielle, pour ne prendre que cet exemple, que nous voyons chaque jour davantage menacée c'est l'eau, alors que sa place est vitale et que son rôle risque d'être encore accru quand sa quantité et sa qualité risquent de diminuer dans le monde et chez nous.

Or tous ceux ou presque, qui ont des responsabilités dans ce domaine ne les assument pas comme il se doit ; il n'y a pas une approche réelle globale du problème ce qui a contribué à accentuer le phénomène de détérioration puisque rien n'était fait ni sur l'utilisation des produits, ni sur le périmètre de captage ni sur la conception du réseau, ni sur les

réserves, ni sur l'eau de mer etc....

Nous, partant de la réalité physique et humaine de notre pays, nous disons que nous sommes pour un développement autocentré, un écodeveloppement durable.

Cela signifie qu'à partir d'un inventaire de nos ressources humaines matérielles financières, de nos besoins réels nous définissons une politique de développement dans le cadre d'un projet de société pour

aller de l'avant avec l'ensemble de la population. Pour nous il faut prendre en compte tous les aspects de la société et créer une dynamique qui puisse permettre à chacun de

prendre sa place dans la société pour assumer tout ce qui lui revient d'assumer et bénéficier de ce à quoi il peut prétendre. Ceci dans une logique d'interaction entre les forces productives dans le pays et de partenariat avec les autres peuples sur la base d'échanges équitables dans le respect mutuel.

Le développement doit s'inscrire dans une solution globale aux problèmes auxquels notre peuple est confronté, dans un projet de société ayant comme fondement l'équité.

Le développement comme cette solution globale ne peuvent être compris comme un aménagement du système colonial qui est sous-développant mais dans une stratégie de rupture avec le colonialisme permettant un changement qualitatif, seul véritable tremplin vers des résultats positifs pour une avancée de la société, pour aller vers une utilisation rationnelle et optimale des ressources, pour faire que chaque citoyen puisse apporter ce qu'il peut et puisse obtenir ce à quoi il a droit

Tant qu'il y a dépendance il ne peut pas y avoir développement, ce sont des choses antinomiques, des choses contraires puisque s'il y a un qui domine il le fait en privilégiant

Suite page 16

L'INDEPENDANCE, UNE EXIGENCE DE L'HEURE

Tout parti politique a comme fondamentement une philosophie, à savoir une conception du monde, une idéologie à savoir un ensemble d'idées, qui guide son analyse de la réalité, sa démarche, ses propositions et ses actions.

Notre Parti se réclame du marxisme léninisme et c'est partant de cela qu'il s'est appelé Pati Kominis.

Prenant en compte la réalité coloniale de notre pays les fondateurs ont considéré qu'il avait comme tâche essentielle de lutter pour la libération nationale et l'émancipation sociale de notre peuple et c'est pourquoi ils ont inclus dans le nom un premier objectif, l'indépendance et un second Sosyalizm.

Ainsi à l'énoncé même du nom il est clair que nous situons notre action dans une perspective de rupture avec le colonialisme sous toutes ses formes et d'une rupture avec le système capitaliste sous ses formes diverses.

En conséquence notre ligne politique est sous tendue par la défense permanente des intérêts du peuple Martiniquais dans son ensemble et de ceux des travailleurs, des masses populaires en premier lieu.

Aujourd'hui le débat politique est centré sur la question du statut de notre pays. En tant que patriote nous ne pouvons que nous réjouir de ce que finalement sont tombés tous les subterfuges, élucubrations, mensonges et autres prétextes utilisés pour justifier, l'injustifiable pérennité de la soumission de notre peuple à la volonté du colonisateur, ou le caractère immuable du statut pernicieux de département. Ils n'ont pas résisté à la force de la vérité, celle que la Martinique est une colonie fardée de manière indécente par le colonisateur comme si elle était un morceau de la France, de l'Europe, que les Martiniquais déguisés en français sont des bwabwa au

carnaval permanent des autres.

Mais pour nous, rien ne sert de bavarder ou gesticuler sur une prétendue volonté de certains qui ont toujours été plus préoccupés de servir leur maître et de garantir leurs prébendes et privilèges que d'agir au sein et aux cotés des masses populaires pour les défendre ou pour exiger du pouvoir colonial le respect des hommes et de femmes de notre pays constituant une communauté ayant son histoire, sa culture, ayant des intérêts propres différents de ceux des français, un peuple ayant des droits dont ce droit inaliénable à l'indépendance.

Pour nous l'indépendance n'est pas une fin en soi mais bel et bien un moyen d'accéder à la responsabilité dont on nous a toujours privé,

Un homme n'est rien en soi, et ce qu'il est c'est ce que son peuple a mis en lui. (J. MARTI)

au prétexte que nous étions des sous-hommes ou encore un sous-peuple.

Si en 1948 les esclaves purent imposer d'être reconnus comme hommes et femmes et s'il a fallu un siècle et demi pour que soit reconnue la réalité de crime de l'esclavage, à ce jour les mêmes colonisateurs refusent toujours de nous reconnaître en tant que peuple et le combat pour gagner cette reconnaissance est celui de l'indépendance, celui que nous devons mener.

Cette nécessité ne souffre aucun doute car comment parler de droits de l'homme, de droits des peuples, de démocratie, si la base première celle qui permet d'être soi-même, de penser, d'agir, de décider, d'assumer des responsabilités, l'autodé-

termination n'est pas respectée.

On a eu beau dire et beau faire pour persuader le Martiniquais de sa non-existence en tant que peuple, voire en tant que nègre caribéen, pour l'aliéner, on n'a jamais pu bâillonner tout le peuple, toujours il y eut des combattants de la liberté qui se sont dressés face au colonialisme pour exiger moins de mépris, moins de répression, quand il y avait d'autres qui appelaient à la répression contre ceux qui luttaient pour la dignité.

Mais quoique déformée, escamotée, cachée, la réalité est là.

Lorsqu'un Martiniquais sort de la léthargie, dans laquelle l'a plongé le colonialisme usant de tous les moyens à sa disposition durant des siècles, pour participer à la vie sociale, politique, économique, il se heurte à l'omniprésence multiforme de la puissance coloniale, de ses représentants, de ses dociles serviteurs agents zélés de la domination nationale. Le système colonial ne lui réserve implicitement ou explicitement que des postes inférieurs.

La domination nationale est un obstacle permanent omniprésent, au développement économique et social, à l'épanouissement culturel, à la réalisation de chaque individu, à la responsabilisation de la société Martiniquaise

La supprimer est une nécessité pour un avancement dans tous les domaines pour un développement durable, autocentré avec au centre l'homme, la femme et la nature martiniquais.

Ne pas poser cela en premier, au nom de l'on ne sait quel réalisme économique-social ou quelque prudence pour éviter l'aventure, (laquelle ? Celle de la responsabilité des femmes et des hommes dans une communauté solidaire ?), c'est comme si en France durant la 2^e guerre mondiale on discutait de développement économique, au lieu de mettre en avant l'indépendance

nationale, la lutte contre l'occupant Allemand qui certes faisait tourner les usines mais au profit de l'Allemagne pour mener à bien sa politique impérialiste. Les formes sont peut être différentes mais c'est la même essence impérialiste qui guide les 2 démarches, la logique de toute puissance, de grande puissance qui peut dominer les plus faibles pour en tirer le plus de profit possible.

« Celui qui a une patrie, qu'il l'honore ; celui qui n'a pas de patrie, qu'il la conquiert ! »

De même, au nom de quelle logique certains qui ne peuvent nier aujourd'hui le constat de faillite du système, qui ne peuvent continuer à jouer à l'autruche sur la situation tragique dans laquelle la départementalisation a plongé notre pays, qui ne peuvent plus se draper corps et âme dans leurs ceinturons bleu blanc rouge pour ronronner tranquillement dans les assemblées françaises, veulent reprocher à ceux qui réclament l'indépendance de la vouloir tout de suite.

Alors quoi ? Pensent-ils que la démocratie, est à découper en rondelles et à distribuer à qui elle fait défaut rondelle après rondelle de manière parcimonieuse. Pensent-ils que c'est par petits lambeaux de légalisme ou de juridisme que notre reconnaissance en tant que peuple se fera ?

La reconnaissance de la collectivité Martiniquaise en tant que peuple est question de principe, la reconnaissance de son droit à l'indépendance aussi, nulle perspective ne peut être envisagée de manière sérieuse si n'est pas posé préalablement le principe de l'autodétermination qui ouvre la porte au dialogue, à la discussion pour un exercice effectif du droit de gérer nous-mêmes nos affaires, selon les modalités convenues entre les parties

pour que le peuple puisse se prononcer.

Mais l'histoire nous a appris que seule la lutte est fructueuse, elle seule peut être porteuse de résultats conséquents pour les peuples et c'est pourquoi nous pensons que la tâche essentielle, fondamentale est de s'opposer sous toutes les formes à la politique menée par le colonisateur français affectant les moindres recoins de notre société.

Sans vergogne certains disent qu'hier on ne pouvait pas demander au peuple de se prononcer mais aujourd'hui, oui ! (il aurait mûri !)

Honte à ceux qui tiennent de tels propos, eux qui ont pendant des décennies fait ces gens, incapables de penser, de comprendre, selon eux, voter pour eux afin qu'ils touchent multiples mandats et bénéficient de maints avantages. Quels mépris pour nos parents, pour leurs parents, pour notre peuple, pour ses combattants, pour ses héros.

La duperie de la nation française une, dont nous serions partie intégrante s'effondre, la supercherie de la nationalité française est démontée, la prétendue générosité sans faille de la mère patrie est démolie, les mêmes ne parlent plus que de nous-mêmes, ils sont nationalistes de la dernière heure.

Alors on nous parle de nationalisme économique comme s'il pouvait exister en dehors de l'appropriation de soi, de l'affirmation de notre identité. Où sont ceux qui ont toujours voulu nous faire plus français que les français ? Ont-ils enfin compris qu'il ne s'agit pas de nous faire devenir français mais de nous permettre d'être nous-mêmes, d'être des Martiniquais, pour construire en toute dignité une patrie libre, une société démocratique, solidaire, donnant à tous des possibilités de contribuer au mieux à cette construction, offrant à chacun la chance de pouvoir jouir de manière équitable de ce que la société peut donner.

Nous disons que dans cette agi-

tation tout peut être proposé pour faire croire ou pour faire voir qu'on est au rendez-vous de l'histoire, pour parader, mais il s'agit d'être vigilant pour apporter une lumière sur les grandes manœuvres que certains et d'autres tenteront sans nul doute.

Parler de coopération que l'on voudrait développer avec les peuples frères de la Caraïbe sans poser la nécessité de la responsabilité nationale, de la souveraineté, n'a pas de sens car l'indépendance nationale, c'est la base de la responsabilité, c'est le fondement de toute collaboration internationale.

« On peut douter de tout, sauf de la nécessité de se tenir aux côtés des opprimés. » CHE

Deux nations qui veulent coopérer ont non seulement le droit mais le devoir d'être reconnues en tant qu'entités nationales avant d'être internationales. C'est lorsqu'ils sont bien nationaux que ceux et celles qui constituent une nation sont le mieux capables d'échanger avec les autres, de prendre leur place à côtés des hommes et des femmes des autres pays

On entend parler d'ouverture de la part du pouvoir, de démarche nouvelle et d'autres propos de ce genre, aujourd'hui le débat est clos, si ouverture il y a de la part du gouvernement elle doit consister en une reconnaissance solennelle immédiate devant l'opinion internationale du droit à l'autodétermination de notre peuple et la prise d'un engagement à entamer un processus de décolonisation dans l'année. Ce processus peut prendre diverses formes dès lors que le peuple y est associé par une information large et qu'une consultation est organisée pour qu'il se prononce.

Autrement toute autre démarche ne serait qu'une tentative de plus d'aménager le système au détriment

Suite page 16

ETAPES OU RECULS ?

Dans le débat sur le statut de notre pays, sous une forme ou une autre, la notion d'étape a toujours été présente. Beaucoup de nos brillants stratèges, indépendantistes convaincus ou nationalistes de la dernière heure, pensent que, pour que la Martinique devienne indépendante, elle doit passer par une étape intermédiaire. Dès lors, ils nous proposent différents statuts : autonomie, pouvoir élargie, décentralisation, assemblée unique, étape de transition... Bref, les dénominations sont multiples avec des contenus plutôt flous.

Nous n'avons pas la prétention d'analyser chacune des propositions connues à ce jour. Ce qui importe c'est de savoir s'il est juste, pour une organisation révolutionnaire, de revendiquer une étape dans son combat pour l'indépendance.

Tout d'abord, remarquons que ceux qui réclament une étape, le justifient en prétextant que notre peuple n'est pas assez mûr ou que la Martinique n'est pas encore prête sur le plan économique. En réalité, n'est-ce pas eux qui ne sont pas encore prêts ?

Ainsi, « la nation martiniquaise est en gestation » nous dit-on, comme un espèce de fœtus avec un corps et un cerveau non finis, qui doivent encore grandir. Ils ont repris cette théorie avancée par des communistes français pour dénier au peuple algérien son droit à l'indépendance. Toute gestation a une limite sauf celle de la nation martiniquaise. Voilà donc 40 ans, que la gestation a commencé ... jusqu'à quand ? On ne nous le dit pas.

Cette idée est dénuée de fondement. Les peuples comme les nations sont en perpétuelles évolutions. Ils naissent, évoluent, disparaissent ou grandissent comme toutes choses vivantes. Le peuple français a considérablement évolué depuis l'époque de Francs. Ses langues ont changé, son territoire a changé, son mode d'alimentation a changé. Et tout cela change encore. Il en est de même des autres peuples de la planète qu'il s'agisse du peuple chinois, du peuple américain ou du peuple cubain. Chacun a son histoire, son expérience.

Ainsi la colonisation a provoqué la disparition de différents peuples

« Les Antillais et Guyanais qui soutiennent la thèse de l'incapacité à sortir du joug colonial, faute de moyens selon leur thèse, projettent sur notre peuple leur propre incapacité, leur propre insignifiance »

MANVILLE in les Antilles sans fard

et de différentes nations. Citons le cas des Incas en Amérique du Sud ou des Aborigènes en Australie. Dans notre Caraïbe, dans la quasi totalité des îles, les peuples ont été massacrés, qu'ils s'agissent des Tainos où des Caraïbes. Le peuple martiniquais est né de cette histoire violente et sanglante. Les massacres, la déportation, le fouet, les luttes des marrons, les révoltes des esclaves, la lutte des ouvriers, la migration des africains, des chinois, des indiens, des arabes, le créole martiniquais, la cuisine épicée, la musique des mornes, la littérature métissée... ont forgé notre Peuple : Peuple dominé, mais Peuple quand même !

Dire que la nation martiniquaise

est en gestation c'est dire qu'elle n'existe pas. La nier c'est refuser son droit à l'autodétermination. C'est une manière d'infantiliser les gens et leur contester en fait toute volonté d'organisation. C'est une conception réactionnaire et dangereuse. Puisque que ce sont des enfants, ils ne sont pas à même de comprendre, décidons à leur place.

L'autre argument des partisans des étapes, c'est de nous dire qu'il faut préparer l'indépendance et donc prévoyons une étape. Pourquoi faire ? on ne le sait point. Pour combien de temps ? nul ne le sait.

Il y a 20 ans, on nous disait que la Martinique n'avait pas assez de cadres, pas assez de lycées, pas assez de route, pas assez d'hôtels... Aujourd'hui les cadres formés sont au chômage, les lycées, les hôtels, les routes se sont multipliés. On a un nouvel aéroport international, on construit une

nouvelle piste. Cela ne suffit pas, il faut quand même une étape. Par exemple, on entend Delépine affirmer que « la départementalisation a permis à notre peuple de prendre de l'assurance. Grâce à elle, il peut être aujourd'hui plus audacieux ». Il revendique donc l'autonomie et vote pour le congrès proposé par la loi d'orientation !

Cette vision est tout aussi figée que la première. Même après l'indépendance, les besoins vont évoluer. Voilà 40 ans que l'idée d'autonomie dans le cadre de la France est avancée. On aurait pu penser que depuis, notre peuple « a grandi et a mûri », que le tissu économique s'est renforcé. On constate plu-

tôt que ce sont les « étapistes » qui ont constamment varié. Certains boycottent les élections présidentielles de mai 81 et participent aux élections législatives françaises 2 mois plus tard, taisent leur mot d'ordre d'autonomie pour revendiquer l'assemblée unique. D'autres choisissent le moratoire et la décentralisation. Occupons des espaces de pouvoir nous disent-ils. Depuis 81, ils n'ont pas avancé d'un iota. Leur chef de file du moment accepte une mission où il n'évoque même pas le mot d'ordre de son parti, à savoir l'autonomie. Il nous propose ce que leur maître leur a dicté, un congrès. Comme si, les Conseillers Généraux et les Conseillers Régionaux avaient besoin de l'Etat français pour se rencontrer.

Ces « étapistes » d'aujourd'hui ressemblent étrangement à ceux d'hier qui disaient que l'esclave ne pouvait pas être libre immédiatement car ignorants et non sociables et qu'il fallait donc les préparer à la liberté par des étapes. En réalité, ce n'est pas le peuple qui n'est pas prêt à l'indépendance mais bien eux-même et ceci, ni dans les faits, ni dans leur tête.

Plus proches de nous, des patriotes indépendantistes, après avoir demandé une étape transitoire, ont revendiqué quelques temps l'Assem-

blée Régionale Unifiée. Ils signent maintenant l'appel de Basse-Terre qui demande la création d'un « statut nouveau de Région d'Outre-mer ... dans le cadre de la République Française d'une part, et de l'Union Européenne d'autre part... ».

Là aussi, pour quoi ? Vers quoi veut-on aller ? Pour combien de temps ? On nous affirme que rien n'est figé, que c'est un cadre qu'il faut maintenant enrichir. Jospin, à travers Lise-Tamaya nous a donné un cadre. Voilà que les trois présidents de « Régions » nous font le même coup. Pas plus que Jospin, ils n'ont aucune légitimité pour nous fixer un cadre. Cette manière de faire nous semble assez méprisante pour notre Peuple et somme toute, très peu démocratique.

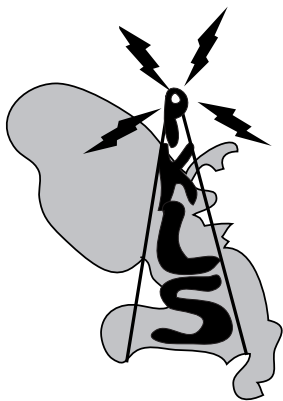
Au delà du contenu, l'idée d'étape suppose qu'on sache précisément le but à atteindre et quand, on peut le faire. On prévoit alors une pause, pour se reposer et reprendre son souffle, pour s'organiser. C'est le sens usuel du mot étape. Peut-on procéder ainsi s'agissant du devenir de notre Peuple et de notre pays ? Non. On voit bien que les choses ne sont pas figées ainsi. Il y a une multitude de paramètres qui entre en jeu. Le chemin pour notre émancipation n'est certainement pas comme une course de yoles ron-

des où on peut prévoir une arrivée et des étapes. A moins qu'il pensent, qu'après avoir effectué leur étape, d'autres feront le reste !

Notre seule certitude, c'est de penser que l'indépendance est nécessaire pour que nous puissions décider nous même de ce que nous voulons faire dans ce pays. Nous proposons de construire une société plus juste et solidaire. Notre but, c'est l'indépendance et le socialisme.

Nous rejetons l'idée d'étape intermédiaire comme mot d'ordre. On peut comprendre, que le rapport des forces, à un instant, impose une pause voir même un recul. Mais, en aucune façon, nous ne demanderons une étape avant même d'avoir déclenché la bataille. Le faire, c'est dire à l'adversaire qu'on est prêt à reculer ; c'est comme si on enclenchait la marche arrière avant même d'avoir avancé ! Il suffit de voir les circonvolutions des « étapistes » du PPM pour mesurer le sens de notre propos. Ils sont passés de l'autonomie au moratoire, de la décentralisation à la décentralisation approfondie, maintenant ils en sont au Congrès, demain, peut-être l'assemblée générale... oui, mais celle du Peuple Martiniquais !

*Kouté pou tann,
Tann pou konpwann !*



tél : 51.04.22

**Tou lé jédi
8 tè pou 10 zè oswè
PKLS ka bay lavwa
Asou RFA 93.6 èk 105.9**

NON AUX REPLATRAGES DU SYSTÈME COLONIAL

Dans notre pays colonisé l'histoire semble se répéter inlassablement. Les gouvernements de la France coloniale sont désormais bien rodés à ce qu'ils doivent considérer comme petit jeu : opposer aux revendications émanant des colonies des réformettes, semeuses d'illusions pour qu'en définitive rien ne change. Cela permet de gagner du temps, de pérenniser la domination coloniale de 10, 20, 50 ans qui sait, et après on recommencera. Tant que ça marche, pourquoi ne pas persévérer ?

La piteuse histoire de la loi dite « d'orientation » du gouvernement français vient une fois de plus, une fois de trop illustrer cette pratique coloniale que l'on aurait pu croire révolue.

Beaucoup de bruit pour pas grand chose en définitive : La montagne a accouché d'une souris

La loi d'orientation du gouvernement français : la montagne a accouché d'une souris !

Seules des personnes frappées de cécité politique ne s'aperçoivent pas que la société martiniquaise est en crise profonde et que le système de domination coloniale française est au bout du rouleau.

L'incapacité chronique du système à sortir notre pays du sous développement, éradiquer le chômage massif des jeunes en particulier à contenir la montée de la délinquance et de la drogue, à créer des emplois durables ainsi que les conditions d'une économie de production en sont les signes les plus patents. Pendant des dizaines d'années le pouvoir français a su manœuvrer et entretenir l'illusion que la situation n'était pas si catastrophique que cela, et qu'il avait des solutions en réserve. Ainsi, il a pu berner pendant des dizaines d'années en agitant des hochets, en brandissant des réformettes, en sortant d'innombrables programmes de développement, en distribuant des allocations, des subventions, des prébendes. Rien n'y a fait.

Chacune se rend bien compte aujourd'hui que l'assistanat, que les allocations que le RMI, ne constituent en rien une solution, Que notre jeunesse ne désire plus aujourd'hui ni s'exiler ni vivre des ressources temporaires et précaires de l'assistanat, Que diplômée et for-

mée elle entend voir respecter son droit légitime au travail.

Chacun se rend tout aussi compte que l'intégration de notre pays à la France et au grand marché européen n'est qu'illusion et que même notre petite production bananière est en crise permanente et qu'elle a toutes les peines du monde à voir son écoulement garanti ; que sans pouvoir de négociation avec l'Europe cette production est en voie de disparition ; que sans protection douanière, que sans pouvoir décision, que sans maîtrise des orientations économiques, que sans moyens d'appliquer une politique de développement durable toute production martiniquaise est vouée à la disparition, que toute entreprise martiniquaise est vouée à la faillite à terme.

Comment s'étonner dans ces conditions que l'exigence d'un pouvoir martiniquais grandisse dans tout le pays et que de plus en plus s'accroît le nombre de nos compatriotes qui envisagent sereinement la perspective de l'indépendance et de la rupture des liens coloniaux avec la France et l'Europe.

Face à une telle situation, le devoir de tout martiniquais conscient consiste à préparer l'avenir, et à combattre les nouvelles magouilles

du gouvernement. Il consiste également à ne pas entretenir d'inutiles confusions à offrir aux martiniquais une perspective claire dans la lutte pour l'accession à la souveraineté et à l'indépendance nationale de notre patrie pour une transformation de notre société dans l'intérêt du peuple.

Ce fameux projet de loi relatif aux « Départements d'Outre Mer » que le gouvernement français présente comme un événement majeur pour nos pays au même titre (et excusez du peu) que l'abolition de l'esclavage s'est vite révélée n'être qu'un pétard mouillé. Une loi de replâtrage destinée à maintenir en vie à coup de perfusion un système à l'agonie.

Fidèle à son immobilisme il ressort le plat réchauffé « d'approfondissement de la décentralisation ». Dans sa grande audace il assure haut et fort que la répartition des compétences entre la Région et le Département ne sera nullement modifiée.. Sa générosité extrême le conduit cependant à transférer aux régions certaines compétences de l'état en matière :

1. «de construction, entretien des routes nationales» c'est véritablement se moquer du monde quand au sait aujourd'hui déjà la Région assure pour le compte de l'état la construction et l'entretien des routes dites nationales.

2. «de gestion des ressources naturelles de la zone économique exclusive». Bien entendu, sous la tutelle de l'Europe comme c'est le cas aujourd'hui

3. «d'élaboration et de mise en œuvre de programme de prospection, d'exploitation et de valorisation des ressources énergétiques locales».

Poudre aux yeux là encore quand on sait qu'un tel programme ne veut que s'il s'intègre dans le cadre d'un plan de développement économique global véritable que le système de domination coloniale ne permet pas de mettre en œuvre.

Quant aux moyens, financiers que le gouvernement de la France propose de mettre en œuvre ils valent d'être cités. Il propose aux collectivités (comme l'avait fait en son temps le ministre des « DOM-TOM », PERBEN) de se financer elle-même en « optimisant » leur potentiel fiscal. Autrement en augmentant les impôts, en pressurant davantage le peuple. Il invite aussi les conseils généraux à augmenter le prix du tabac. (Belle trouvaille !)

Quand aux prétendues « aides substantielles » à l'économie tant attendues par ceux qui prétendent à longueur d'année que le seul problème de la Martinique est d'ordre économique leurs espoirs seront comblés. Mais la Martinique ne se portera pas mieux pour autant.

Ce gouvernement de gauche comme l'avait fait avant lui les gouvernements de droite poursuit sa distribution de cadeaux au patronat : exonérations de charges sociales, effacement des dettes fiscales en attendant une « nouvelle fiscalité ».

Rien de nouveau donc, on aurait du mal à recenser, tant elles sont nombreuses, les aides, avantages fiscaux accordés dans le passé aux

entreprises pour « soutenir l'investissement » ou « relancer l'activité économique ». Le résultat on le connaît : dégradation continue de l'économie, augmentation inexorable du nombre de chômeurs. Les cadeaux c'est bon pour les capitalistes. Mais cela n'a jamais « relancé l'économie ».

On est bien loin des aspirations profondes qui ne cessent de grandir au sein de notre peuple et de notre jeunesse pour une véritable accession à la responsabilité et l'appropriation de notre pouvoir légitime de décisions pour toutes les affaires de notre pays.

Que JOSPIN et son gouvernement que les assimilationnistes de gauche et de droite comprennent que les temps ont bien changé, que le temps de la main tendue du « mèsimè » est fini et bien fini, que les filles et les fils les plus conscients de Martinique n'attendent aucun changement de quelque loi que ce soit des gouvernants français mais de leur propre lutte avec comme objectif bien ciblé : l'écrasement du système de domination coloniale.

Ce «Congrès» : une vaste supercherie

Les gouvernements dits socialistes de la France qui ont toujours agi en défenseurs zélés du colonialisme et de l'empire colonial ne dérogent pas à leur réputation et à leur tradition. Face à la montée puissance de la revendication de responsabilité qui grandit dans les C.F.A (colonies françaises d'Amérique), il entend donner l'impression qu'il accompagne le mouvement mais pour en réalité le conduire à une voie de garage et le dévoyer.

C'est le sens de sa fameuse trouvaille : du congrès. Le projet de loi nous dit que « *le congrès peut, à la majorité absolue de ses membres saisir le gouvernement de toute proposition d'évolution institutionnelle. Prenant en compte les spécificités du département et de la région ou il*

est établi, il peut aussi émettre toute proposition visant à un accroissement de compétences des collectivités locales concernées ou à une modification de la répartition des compétences entre elles ».

C'est là se moquer du monde au moyen d'une vaste supercherie.

Que nous propose t-on en réalité ?

De réunir des membres du conseil général et du conseil régional pour formuler des vœux et adresser des suppliques aux princes qui nous gouvernent depuis Paris. Évidemment nos bons princes ne sont nullement tenus de donner suite aux suppliques de leurs colonisés. Nos bons princes décideront en dernier ressort. L'exemple de la Guyane le démontre de manière éclatante. Quelle suite a réservé le gouvernement JOSPIN aux propositions des élus guyanais à propos du développement économique et de l'évolution statutaire ? Ces propositions ne se sont-elles pas heurtées au mépris le plus absolu de Paris ?

De plus pour faire des propositions de loi au gouvernement, point n'est besoin d'un congrès des 2 assemblées. Puisqu'il ne s'agit que de propositions qui n'engagent en rien le gouvernement à tout moment elles peuvent être faites.

Notons enfin que ceux qui se parent des vertus de la démocratie font montre d'un mépris réel de la démocratie quand ils demandent à des conseillers généraux et régionaux qui ont été élus pour faire des routes, gérer un réseau routier, répartir l'aide sociale, distribuer des subventions aux communes ou aux associations diverses de faire des propositions « d'évolution institutionnelle ».

En réalité avec sa proposition de « congrès » le gouvernement français étale toute sa duplicité et sa roublardise en jouant gagnant à tous

les coups (comme dans un jeu où les dés sont pipés) pour que rien ne change.

En choisissant comme interlocuteurs privilégiés des élus qui n'ont reçu aucun mandat du peuple pour décider de l'avenir politique de nos pays le gouvernement mine dès le départ toute éventuelle proposition qui n'irait pas dans le sens voulu par lui. A tout moment il aura beau jeu de prétendre que de telles propositions n'ont pas reçu l'aval du peuple.

En ne prévoyant aucune procédure

pour le suivi des propositions qui pourraient lui être faites, le gouvernement entend montrer que c'est lui et lui seul qui décide... en toute démocratie.

En concédant à ce fameux congrès la possibilité de proposer au gouvernement de modifier la répartition des compétences entre le conseil général et le conseil régional, il rappelle qu'il reste sourd à l'élargissement de compétences nouvelles et qu'il entend se murer dans le cadre du système départemental colonial actuel.

Gouvernement français :

« Une modification législative voire constitutionnelle visant à créer un statut nouveau de Région d'Outre Mer doté d'un régime fiscal et social spécial pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique dans le cadre de la République française d'une part et de l'Union Européenne d'autre part ».

Il est, en outre, proposé un cadre juridique pour l'administration de ces « Régions » avec une assemblée délibérante et un conseil exécutif et l'élaboration d'un statut fiscal propre. En fait, il s'agit d'un statut autonome qui présente cependant la particularité d'être en deçà du statut d'autonomie proposé depuis une trentaine d'années par la convention du Morne-Rouge. qui revendiquait des compétences autrement plus importantes que celles contenues dans « la Déclaration » 'de Basse terre. Plus de 30 ans après ont fait machine arrière en ne revendiquant qu'une petite autonomie édulcorée.

Cette proposition des 3 présidents des conseils régionaux est à ce point consensuelle qu'elle rallie déjà outre certains autonomistes d'hier qui avaient sombré dans le moratoire de CESAIRE, des chefs de file de la droite et une partie du patronat y compris du patronat béké. Ces derniers ne manquent pas l'occasion de préciser et de marteler que français ils sont, français ils resteront et qu'ils n'entendent nullement sortir ni du cadre de la république française ni du cadre européen. En réalité à défaut de pouvoir contrer l'avancée du mouvement de libération nationale pour l'indépendance.

Les assimilationnistes de gauche comme de droite (du moins les plus « éclairés ») vont dans cette direction pour « sauver les meubles », et maintenir le plus longtemps possible la Martinique dans la France. C'est là tout le sens du ralliement des assimilationnistes aux proposi-

LA DECLARATION DE BASSE TERRE : UNE INITIATIVE QUI AJOUTE A LA CONFUSION!

Chacun se rend compte que dans notre pays (tout comme du reste dans les autres colonies françaises d'Amérique) le monde politique vit une crise sans précédent. Cette crise a des aspects divers. :

- Un désintérêt total de la jeunesse de notre pays pour « la politique »
- Une méfiance affichée envers « les hommes politiques »
- Une démobilisation de plus en plus accentuée de l'électorat
- L'éclatement des partis de l'ancienne gauche : hier le PCM. Aujourd'hui le PPM qui a bien du mal à affronter « l'après CESAIRE ». La division des socialistes » (FSM - PMS)
- L'implosion des partis de droite avec la poussée de rejets type « Osons Oser » ou pour une « Martinique de Progrès »
- Les ravages de l'électoratisme au sein même du coup patriotique avec la scission du CNCP et la création du PALIMA
- Les difficultés des partis du camp patriotique à proposer une alternative claire unitaire et entraînant à notre peuple.

Cette confusion ambiante conduit bon nombre de martiniquais à ne plus se retrouver, les repaires traditionnels ayant volé en éclat.

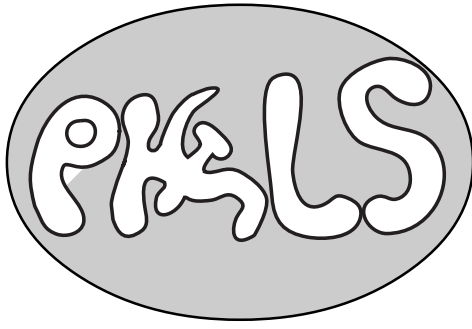
Le PPM hier ultra nationaliste, aujourd'hui, godillot d'un gouvernement qui fait de l'assimilationisme son cheval de bataille et qui entend ne rien changer. Des socialistes, fidèles il est vrai à eux-mêmes, plus enragés de la départementalisation que les pires caciques de la droite

Les éclairés de droite de la départementalisation qui s'égoïsent aujourd'hui à revendiquer « un nationalisme économique », qui dénoncent la tutelle du « papa blanc » qui créent leurs petits partis politiques tout en restant dans celui du même « papa blanc ».

Face à une telle confusion UN DEVOIR DE CLARIFICATION S'IMPOSE

Force est de constater malheureusement que la déclaration de Basse Terre ne va pas dans le sens de cette clarification. Pire elle ajoute à la confusion ambiante.

Le 1er Décembre 1999, les présidents des Conseils Régionaux de Guadeloupe (Lucette MICHAUX-CHEVRY) de Guyane (Antoine KARAM) et de Martinique (Alfred MARIE-JEANNE) ont rendu publique à Basse Terre une déclaration au terme de laquelle ils proposent au président de la République et au



tions d'assemblée unique voire d'autonomie.

Cette adhésion des assimilationnistes de gauche et de droite qui disent bien qu'ils se ne renient pas, qu'ils entendent batailler ferme pour que la Martinique reste dans la France et dans l'Europe obscurcit encore le débat.

Comment en effet bâtir un projet commun entre des patriotes qui conçoivent l'assemblée unique et l'autonomie que comme un moyen d'avancer vers l'indépendance, renforcer la démocratie et mettre un terme à la touche puissance des capitalistes et ceux qui ont pour religion la défense acharnée du système colonial et des puissances d'argent. Cela ne peut pas marcher. Cela n'est qu'un leurre.

On ne peut nullement avancer dans une telle confusion dans un tel climat sur la base d'une union de façade appelée à voler en éclats à la moindre occasion.

Déjà les premières manoeuvres de la droite ont commencé pour qu'en définitive rien ne change. La droite qui parle sans cesse de consultation populaire avant tout changement a trouvé en réalité un moyen d'escamoter le débat véritable en feignant de mettre le peuple face à une prétendue alternative avant tout débat en profondeur dans notre pays. Ce recours à la démocratie de sa part à de quoi faire sourire quand on sait que le pouvoir colonial qu'elle défend n'a jamais consulté notre peuple sur son intégration à la France et à l'Europe et continue de fouler aux pieds le droit fondamental de notre peuple à l'autodétermination.

Le projet de loi du gouvernement, comme la déclaration de Basse terre, ne propose que des mesures qui permettraient de gérer autrement mais de ne rien changer de fondamental à la société martiniquaise. Tous deux envisagent par exemple « un statut fiscal nouveau ». Mais ce statut fiscal est en définitive fixé par la loi française qui définit son contenu. Quant à nos assemblées elles ne feraient que gérer mais dans le cadre du statut fiscal voté par le Parlement français. A aucun moment elles ne peuvent sortir du cadre de ce statut fiscal et maîtriser les leviers d'un développement économique véritable. Ce type de revendication n'apporte rien de bien nouveau. L'Alsace, région de France, dispose bien d'un statut fiscal particulier qu'elle gère dans le cadre de la loi française. Il n'y a la rien d'innovant.

Faire croire que ces revendications qui laissent intact le pouvoir de décision à l'Etat Français pour tout ce qui touche à l'essentiel c'est aussi entretenir des illusions et s'embarquer vers de nouvelles impasses qui, malheureusement ne peuvent que retarder l'accession à la responsabilité de notre peuple.

Le PKLS appelle les martiniquais à se détourner de toutes ces voies de garage. Et à oeuvrer avec détermination pour un réel changement de société au profit du plus grand nombre. C'est bien parce que cette société nouvelle que nous appelons les martiniquais à construire ne peut se réaliser dans notre position de pays dominé que la conquête de l'indépendance nationale est une nécessité.

Nous devons bien comprendre que faute pour nous de disposer du pouvoir de décider sur l'essentiel aucun changement n'est possible, qu'aucune solution sérieuse ne peut être offerte à nos milliers de jeunes sans perspective d'avenir, qu'aucun développement économique ne peut

se concevoir en situation des pays dominé et assisté c'est ce débat que nous devons instaurer à grande échelle dans tout notre pays. C'est aux masses martiniquaises qu'il appartient de discuter de leur avenir, de l'avenir de nos enfants, de l'avenir de notre pays et d'imposer le changement nécessaire. Dans cette affaire capitale, ne nous en remettons ni à l'état français, ni aux Parlementaires français ni aux élus des assemblées en place qui n'ont reçu de nous aucun mandat pour décider de notre lendemain. Le droit de décider de notre avenir, de celui de notre pays nous appartient. Exerçons le enfin. C'est la voie du salut et la garantie que le changement si nécessaire se fera au profit de notre peuple.

AN PAL POU PKLS PE BAY LAVWA

Depuis plusieurs années, le P.K.L.S. organise chaque semaine, le jeudi de 20 à 22 heures une émission sur les ondes de RFA (Radio Fréquence Atlantique, sur 93.6 et 105.9 MHz).

Le coût de cette émission représente une charge financière importante pour le PKLS. A ce jour, nous avons pu y faire face.

Aujourd'hui, ce coût augmente de façon considérable.

Notre Parti qui ne bénéficie d'aucune subvention publique ne peut compter que sur l'effort des militants ou sympathisants. Cette émission de radio est un élément d'informations et d'analyses politiques. Elle se doit, selon nous de subsister et de se développer.

Il s'agit d'une voix qui dit sa vérité et ses vérités chaque semaine. Nous vous appelons à ce qu'elle ne meurt pas.

POU PKLS PE BAY LAVWA, nous faisons appel à votre contribution financière.

Pour verser votre contribution, contacter les militants du PKLS qui sont munis de feuilles de souscription.

LA MARTINIQUE, TERRE COLONISEE EN LUTTE PERMANENTE POUR SA LIBERATION

Le débat politique d'aujourd'hui sur la question de l'avenir institutionnel de la Martinique semble interpeller largement les Martiniquais.

Au PKLS, il nous semble fondamental de rappeler l'évolution de notre pays pour comprendre les enjeux du combat d'aujourd'hui.

Il est important de rappeler que c'est par la violence que la France coloniale s'installe et occupe notre pays en 1635. Les premiers actes de résistance contre les occupants sont à l'actif des Caraïbes qui s'opposent à l'implantation coloniale française de 1635 à 1653 puis après une dernière bataille perdue entre le Prêcheur et Saint Pierre, au lieu-dit le Tombeau des Caraïbes, vont pour beaucoup se suicider collectivement et pour une petite minorité se replier vers la Dominique.

La période esclavagiste qui durera plus de deux siècles verra l'implantation des colons français avec le soutien militaire des autorités politiques coloniales. Dans un premier temps qui va durer une quinzaine d'année (1650 à 1664) la Martinique est gérée par des seigneurs (comme Du Parquet) qui avec l'appui du Roi de France se sont proclamés propriétaires du pays. Par la suite, la France institue une Compagnie dites des Indes Occidentales qui va exploiter économiquement le pays et le gérer politiquement pendant une dizaine d'année. Mais le pouvoir colonial français va vouloir assurer lui même la direction de la colonie. Louis XIV dissout la Compagnie le 4 Décembre 1674. A Compter de cette période, la Martinique passe sous l'ad-

ministration directe de Paris.

Outre la question fondamentale de la lutte des esclaves pour leur liberté, il y aura quelques contradictions entre les colons français et le pouvoir colonial sur la question de la liberté du commerce pour la Martinique. Paris a instauré à compter de 1665 « Le Pacte Colonial » qui oblige la colonie à n'avoir que des relations économique « exclusives » avec la Métropole. Il s'en suivra des protestations des colons comme en 1717 avec l'affaire du Gaoulé où les habitants renvoient de force en France le Gouverneur

Une seule tentative révolutionnaire courageuse et démocratique, même si elle est tuée, efface dans le souvenir des peuples des siècles entiers d'infamie et de lâcheté et de l'habilité instantanée -

et l'Intendant. Mais les békés vont rapidement comprendre qu'en dépit des inconvénients de la présence française, celle-ci était indispensable pour qu'ils puissent maintenir leur domination en Martinique sur les autres classes sociales.

C'est aussi dans ce même souci de garder leurs privilèges par le maintien de l'esclavage, que les colons vont, en 1794, rallier les anglais après que la France ait aboli l'esclavage.

Il n'est pas inutile dans cet historique de dire que sous la Révolution Française, l'idée de l'assimilation commence à apparaître. Le 26 Octobre 1793, une Assemblée de l'île institue la Martinique comme département français. Ainsi, 1946

ne sera aucunement nouveau.

Mais dès que Napoléon et son épouse, la béké Joséphine, la femme sans tête de la Savane, rétablissent l'esclavage, les colons martiniquais retournent sous le giron français.

Après une courte occupation anglaise de 1809 à 1815, la France va reprendre son administration directe et coloniale de la Martinique, et ceci sans changement notable jusqu'en 1870.

Entre temps, il faudra alors que s'amplifie le mouvement de lutte des esclaves, qu'il s'élargisse et oblige au ralliement des hommes de couleur libres pour qu'à l'occasion de la révolution anti-esclavagiste de mai 1848, la société martiniquaise soit

transformée en son sein mais pas dans ses rapports avec la France.

Le II Empire français de 1852 à 1870 va voir la mise en place d'un régime très favorable à la caste béké qui va ébranler la lutte des mulâtres pour une assimilation revenue au goût du jour.

Malgré tout, l'émergence d'hommes et de femmes libres au lendemain de 1848 n'arrêtera pas la quête de libération de la terre martiniquaise du joug colonial. Celle-ci débouchera en 1870 sur la révolte populaire pour la terre, la dignité et la liberté. Ce sera la première manifestation remettant en cause la présence française 217 ans après les Caraïbes.

L'arrivée de la III^e République en France voit l'adoption d'un « senatus-consultes » attribuant à la Martinique un statut à mi-chemin entre le statut de colonie et celui de département français. On parlera de statut de « vieilles colonies ». Paradoxalement, ce dernier va faire que la Martinique perdra son « autonomie financières » acquise dans la période coloniale classique particulièrement à travers une loi du 11 Janvier 1892. On retrouve une situation complexe où les lois françaises comme celles sur l'école laïque, la séparation de l'église et de l'état, la presse s'applique à la Martinique qui a déjà un conseil général élu au suffrage universel. mais où dans le même temps, la caste béké renforce son pouvoir économique dans le pays avec l'aide d'un pouvoir central intervenant de plus en plus

dans le quotidien des martiniquais.

L'apparition en 1900 d'un mouvement ouvrier organisé tant sur le plan syndical que politique va renforcer la lutte pour l'assimilation, celle-ci s'inscrivant dans un cadre anti-béké. Le pari de cette alliance «interclassiste» entre ouvrier et petit bourgeois consiste à croire qu'avec une assimilation totale, le pouvoir béké diminuerait.

Enrichie de la lutte des travailleurs martiniquais contre l'exploitation capitaliste et pour l'égalité des droits avec la métropole, la revendication d'assimilation débouche en 1946 sur la loi de départementalisation. En fait, elle s'inscrit dans une logique datant de 1870.

Mais le pari assimilationniste dans sa vision sociale va être perdu. La caste béké réussit à récupérer la départementalisation à son profit.

Il s'ensuit un début de remise en cause de la vieille stratégie assimilationniste et un éclatement de l'alliance entre ouvrier et petit bourgeois qui est illustré par la démission de Césaire du parti Communiste en 1956.

La départementalisation fait apparaître de nouveaux problèmes, inconnus jusque là, comme l'anéantissement des productions traditionnelles, l'implantation du capital français en alliance avec la békellerie, l'apparition du chômage. Cet échec

tissement d'une lutte qui s'affirme et se renforce au fil du temps pour réclamer l'indépendance nationale.

Mais dans le même temps, subrepticement, la Martinique est intégrée à l'Europe avec le Traité de Rome de 1957

Face à cette lutte, le pouvoir colonial va à chaque crise réaménager le système colonial pour qu'il survive. En 1972, ce sera la régionalisation puis en 1984, la décentralisation.

QUELQUES DATES SUR L'HISTOIRE COLONIALE EN MARTINIQUE

- 1635 : la France occupe la Martinique.
- 1653 : génocide des Caraïbes.
- 1674 : La Martinique est intégrée au Domaine Royal.
- 1870 : Adoption du statut des « Vieilles Colonies »
- 1946 : Adoption de la Loi de Départementalisation.
- 1984 : Adoption de la Loi de décentralisation
- 2000 : ?

Aucun de ces aménagements n'a remis en cause de choses essentielles. Premièrement, en dernier ressort, c'est hors de la Martinique que se prennent les décisions essentielles concernant notre pays. Deuxièmement, l'existence du peuple martiniquais est niée. On voit d'ailleurs que tant

la nouvelle loi d'orientation proposée par le gouvernement français et soutenue par le PPM et la FSM que la déclaration de Basse Terre soutenue par le MIM, le PCM et une partie de la droite ne remettent pas en cause ces deux constantes du colonialisme français.

Cet historique montre d'une part, que ni en 1635, ni en 1870, ni en 1946, ni en 1984, le peuple martiniquais n'a été consulté sur son destin et d'autre part que 365 ans après le début de la colonisation, il reste encore à libérer notre Patrie en arrachant l'indépendance nationale.

**Soyons réalistes,
Exigeons l'impossible !**

LA DECOLONISATION, C'EST L'INDEPENDANCE (suite de la page 1)

Nous maintenons donc fermement le drapeau et nul doute que rapidement la confusion se dissipera et l'essentiel verra le jour.

Nous pensons que seule une stratégie de rupture peut conduire aux objectifs que sont : La conquête de l'indépendance nationale et l'émancipation sociale.

Les exigences de l'histoire aujourd'hui sont :

□ que le colonialisme reconnaisse que nous sommes un peuple, le Peuple Martiniquais.

□ que le droit de notre peuple à disposer de lui-même soit mis en œuvre. Sous certaines conditions (débat démocratique, contrôle international, départ des forces répressives).

□ que nous puissions instaurer un Etat Martiniquais, indépendant, souverain, démocratique, socialiste.

Notre peuple est apte à assumer ses responsabilités, notre tâche est de discuter avec nos compatriotes, de les convaincre de regarder en face le pays réel tel qu'il est au plus profond et non la vitrine que ne cessent de lustrer tous ceux qui profitent du système pourri et dépassé du colonialisme, de les mobiliser pour qu'ils défendent leurs intérêts majeurs.

Nous sommes prêts à mener la lutte jusqu'au bout, par tous les moyens, si difficile qu'elle soit et nous appelons tous les patriotes sincères à relever ce défi de la rectitude et de la clarté politique pour aller au bout de cet exaltant combat : la liberté de notre peuple.

L'INDEPENDANCE, POUR QUEL DEVELOPPEMENT ? (suite de la page 5)

ses propres intérêts au détriment des intérêts de celui qui est dominé.

Le développement implique la responsabilité de soi et de ses moyens. En effet c'est seulement si on a la responsabilité de tous les éléments qui constituent la nation, du pouvoir politique que l'on peut prendre des dispositions qui permettent d'exploiter au mieux les potentialités avec la participation du plus grand nombre.

Comment imaginer un développement conçu par les Martiniquais à partir de notre réalité dans toute sa complexité dans un cadre non Martiniquais où ceux qui prennent les décisions, lois françaises ou européennes ne sont pas Martiniquais, ceux qui sont chargés de les appliquer ne sont pas Martiniquais, et ont des intérêts divergents de ceux des Martiniquais ?

De même il ne peut pas y avoir de développement sans démocratie.

Comment comprendre un développement où il faut mobiliser les forces vives du pays quand ces forces vives ne sont pas consultées pour faire un choix de statut, de société, pour définir des objectifs, des priorités ?

Certains parlant de développement prétendent exiger de nous la reconnaissance d'une prétendue primauté de résultat du système colonial en production de biens matériel, ignorant la prise en compte de développement humain et niant tout droit à la reconnaissance de notre droit inaliénable à l'indépendance, à la souveraineté.

A cela nous répondons : quand bien même il y aurait un résultat comptable matériel positif, au nom de quoi ceux qui décident le font-ils, et auraient-ils le droit de décider de faire pour les autres ce qu'ils prétendent être leur bonheur !

L'INDEPENDANCE, UNE EXIGENCE DE L'HEURE (suite de la page 7)

du peuple martiniquais sans jamais lui reconnaître un droit quelconque. Il ne peut pas être question aujourd'hui de discuter d'aménagements du fonctionnement des institutions françaises et de s'interroger sur les plus ou les moins de la Constitution de la France de laquelle nous avons vocation à nous soustraire.

Si toutes les solutions visant à liquider la domination coloniale française peuvent être acceptées par

notre parti, nous sommes vigilants et veillons à ce que ne soient pas promues des solutions qui écartent le peuple et visent, ou à freiner la lutte de libération nationale, ou à ravalier le système colonial, permettant à certains de prendre des postes pour se servir et servir les intérêts de la puissance coloniale.

Nous PKLS réaffirmons notre détermination à militer pour l'indépendance nationale et le socialisme. Nous appelons notre peuple à se mobiliser pour défendre avec force ses intérêts, pour prendre en mains sa destinée.

PATRIYOT

Directeur de la publication : J. P. ETILE

Dépôt légal : mars 2000

P.K.L.S. - BP 1086

Fort-de-France CEDEX

Imprimerie FLAP

Ansam Ansam
Nou ké pran yo !